



## « A l'école, abandonner le masque à ce jour est délétère pour la santé physique et mentale et l'assiduité scolaire »

Des scientifiques, des soignants, une association de patients, des éducateurs et des parents s'inquiètent, dans une tribune au « Monde », de la récente décision de lever l'obligation du port du masque à l'école dans certains départements. Ils craignent « une hausse de cas pédiatriques » et « la probabilité de fermetures d'écoles ». Tribune. Nous, scientifiques, soignants, association de patients, éducateurs et parents, sommes préoccupés par l'impact de la pandémie et l'abandon précoce des mesures de prévention, sur l'éducation et la santé des enfants. Face au variant Delta, très contagieux, il est crucial de maintenir les écoles ouvertes et sûres, par l'adoption et le maintien de mesures visant à minimiser la transmission du SARS-CoV-2, comme le note l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le répètent le Conseil scientifique et le Comité d'orientation de stratégie vaccinale (COSV), dans leur avis joint

Les données recueillies au Royaume-Uni, au Canada et aux Etats-Unis indiquent que l'absence de mesures d'atténuation suffisantes entraîne une propagation des infections, notamment parmi les enfants non vaccinés.

D'après un rapport des centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies ( CDC ), les endroits où le masque n'est pas obligatoire à l'école enregistrent une hausse de cas pédiatriques et la probabilité de fermetures d'écoles augmente de 250 %.

### Risque d'une épidémie

En Angleterre , sans masque et sans fermeture de classe si cas confirmé, plus de 100 000 élèves ont été absents sur une seule semaine. Ces absences répétées perturbent davantage l'apprentissage que le port de masque ou la limitation du brassage.

Si l'épidémie est en phase de régression en France, du fait notamment de la vaccination, cela n'est pas le cas chez les enfants non vaccinés et non encore éligibles pour qui le taux d'incidence est trois fois plus élevé qu'en 2020 à la même époque ; il dépasse désormais celui des adultes (d'un facteur 5 dans certains départements).

Dans seulement 24 des 47 départements où le masque sera abandonné à l'école, le taux d'incidence hebdomadaire chez les 6-10 ans était inférieur à 50 pour 100 000 au 30 septembre. Les cas chez les 0-9 ans ont atteint pour la première fois la même proportion que chez les 10-19 ans ou les 20-29 ans, et sont en augmentation dans plusieurs territoires. Les hospitalisations pédiatriques, bien qu'en baisse, sont à des niveaux comparables aux pics de la première et de la troisième vague.

Les données actuelles ne permettent pas d'exclure les conclusions des modélisations de l'Institut Pasteur et le scénario envisagé par l'avis du Conseil scientifique pour la rentrée . Le risque d'une épidémie pédiatrique pourrait coïncider avec une pression accrue sur le système de soins au cours de l'hiver. Le gouvernement a le devoir de protéger les enfants, la communauté et les soignants de l'impact d'une probable cinquième vague. Comme le rappelle Santé publique France , dans un contexte de baisse de l'adhésion aux mesures barrières, pour maintenir la dynamique épidémique actuelle, une vigilance accrue est nécessaire : de surcroît donc dans un lieu clos, de brassage et souvent mal aéré comme l'école.

### Un dépistage hebdomadaire

Dans l'intérêt des enfants, le niveau du protocole sanitaire des établissements scolaires doit dépendre du taux d'incidence du groupe d'âge concerné, stabilisé sur quinze jours et évalué par un dépistage hebdomadaire de tous les élèves tel que préconisé par la mission du Sénat et par l'avis du Conseil scientifique et du COSV.

Retirer le masque dans une situation incertaine stigmatise les enfants cliniquement vulnérables ou ayant un parent vulnérable ou immunodéprimé qui n'auront d'autre choix que de continuer à le porter

Alors que le port du masque est devenu une routine scolaire, l'abandonner dans un cadre de situation épidémique non stabilisée et de risque saisonnier, fait peser sur les enfants le risque d'une situation anxiogène de changements fréquents, si l'incidence dépassait à nouveau 50/100 000, rendant nécessaire sa réintroduction.

Retirer le masque dans une situation incertaine stigmatise de fait les enfants cliniquement vulnérables ou ayant un parent vulnérable ou sévèrement immunodéprimé qui n'auront d'autre choix que de continuer à le porter. Ainsi, faut-il constater à contrecœur qu'abandonner le masque à ce jour est délétère pour la santé physique, mentale et





l'assiduité scolaire.

Dans une stratégie de prévention combinée, telle que recommandée par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies ( ECDC ) et le CDC , nous sollicitons à nouveau des investissements d'urgence pour la ventilation des établissements scolaires, surveillée par la mesure du taux de CO dans les espaces intérieurs, et complétée par des dispositifs de filtration de l'air quand nécessaire.

Un air de qualité favorise la concentration et l'apprentissage des élèves et diminue tout risque infectieux respiratoire, donc l'absentéisme. Pour que l'école soit vraiment le « combat de notre siècle », ces travaux sont incontournables.

Dix décès d'enfants de moins de 9 ans

Les enfants ont déjà subi des préjudices importants à cause du Covid-19. Depuis le début de la pandémie, plus de 8 000 hospitalisations de jeunes de moins de 19 ans ont été enregistrées en France, dont plus de 25 % depuis juin. Sur cette période, sont survenus également six des dix décès d'enfants de moins de 9 ans. Selon les données de la littérature, on estime à plusieurs dizaines de milliers le nombre d'enfants vivant avec des symptômes persistants de Covid-19, dont une proportion mal connue sont perturbés dans leur scolarité et leurs activités quotidiennes.

Des symptômes cognitifs persistants ne peuvent être exclus, une atteinte cérébrale chez des enfants a été mesurée par imagerie fonctionnelle par des chercheurs français, y compris pour ceux ayant eu une infection légère . Enfin, faute de moyens techniques et humains, l'enseignement à distance n'a pas su prévenir toutes les ruptures de scolarité et leur impact sur le bien-être des enfants.

Nous demandons à l'Etat de prendre réellement en compte l'impact du Covid-19 sur les enfants, le risque de symptômes prolongés, de PIMS (« pediatric inflammatory multisystem syndrome », ou syndrome inflammatoire multi-systémique pédiatrique) et d'effets à long terme encore inconnus, et de tout mettre en œuvre pour protéger les enfants des risques évitables en rejetant fermement les suggestions d'immunisation par infection, immorales et résolument condamnées par l'OMS.

Les enfants doivent être intégrés dans la gestion de lutte contre la pandémie. Des solutions existent pour préserver leur santé physique et psychique. Il est temps de s'en saisir !

Les signataires : Dr Jérôme Barrière, oncologue médical ; Pr Yaneer Bar-Yam, président de New England Complex Systems Institute, Founder World Health Network (Etats Unis) ; Francis Berenbaum, chef du service rhumatologie, hôpital Saint-Antoine (AP-HP) ; Dr Fabienne Blum, docteur en pharmacie, présidente de l'association Citizen4Science ; Céline Bon, maîtresse de conférences (MNHN) ; Matthieu Calafiore, médecin généraliste, directeur du département de médecine générale de Lille ; Matthieu Chauveau, parent ; Audrey Coulon, parent ; Gisèle Daste, parent ; Stéphane Dedieu, professeur des universités en biologie moléculaire ; Dr Corinne Depagne, pneumologue ; Pr Gilbert Deray, université Paris-VI ; Daphnée Doudon, professeure certifiée ; Stéphanie Eveillard, parent ; Vanessa Ezerzer, psychologue ; Dr Eric Feigl-Ding, épidémiologiste et économiste de la santé, Federation of American Scientists (Etats-Unis) ; Anne Fougeret, enseignante ; Sandrine Glaizal, parent ; Dr Deepti Gurdasani, université Queen Mary de Londres (Royaume-Uni) ; Claude-Alexandre Gustave, biologiste médical ; Benoît Hallinger, économiste ; Louis Lebrun, médecin spécialiste de santé publique ; Christophe Lefèvre, ancien médecin généraliste, médecin d'entreprise du groupe La Poste ; Dr Christian Lehmann, médecin généraliste ; Solenn Lesven, parent ; Agnès Limbert, parent ; Andreea-Cristina Mas, Collectif de malades Covid-19 au long cours ; Arnaud Mercier, professeur en communication, université Paris-II-Assas ; Nathalie Mesny, présidente de Renaloo ; Romain Meunier, parent ; Myriam Oudghiri, parent ; Dr Noémie Perez, pédiatre ; Cécile Philippe, économiste présidente de l'Institut économique Molinari, membre du World Health Network ; Nathalie Piat, parent ; Corinne Plante, parent ; Audrey Quehen, parent ; Céline Renoux, accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) ; Michaël Rochoy, médecin généraliste, chercheur associé en épidémiologie, MD-PhD, cofondateur des collectifs Stop-Postillons et Du Côté de la Science ; Anne Rolland, pédiatre ; Muriel Rouyer, professeure de science politique à l'université de Nantes, Senior Fellow@Ash Centre, Harvard Kennedy School of Government, présidente du conseil local FCPE Anatole-de-Monzie ; Pr Gabriel Scally, University of Bristol (Royaume-Uni) ; Dr Meryl Sebbane Welp, docteur en pharmacie, Paris ; Barbara Serrano, cofondatrice du collectif Du Côte de la science, maîtresse de conférences associée à l'université Paris-Saclay ; Laure Soule, parent ; Dr Florent Tétard, maître de conférences, chimiste et cinéticien LSPM CNRS, université Sorbonne-Paris-Nord ; Brigitte Vasseur, parent ; Armelle Vautrot, psychanalyste et psychopédagogue, doctorante chercheuse (CNRS)





experte en trauma ; Elisa Zeno, ingénieure de recherche, PhD, cofondatrice du collectif École et familles oubliées ; Laurent Zimmermann, maître de conférences chez Université Paris.

Retrouvez la liste des signataires : <https://www.ecole-oubliee.fr/liste-signatures/>

